

## LA PRESSE

par Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud

**La crise migratoire sans précédent que subit tout notre continent impose aux Etats européens et donc à la Suisse des défis titanesques en matière de scolarisation, intégration, emplois, aides sociales, retraites. Que faire des millions de personnes qui arrivent ? La politique en vigueur à Berne consiste à offrir un refuge à chaque personne qui se présente, menaçant ainsi les équilibres – parfois précaires – par la prise en charge soudaine et pérenne d'un nombre très élevé d'individus. De quelle manière les autorités élues envisagent-elles la gestion de cette situation ? Pas un seul journal ne semble s'y intéresser. Aucune question critique n'est posée à l'endroit de Mme Sommaruga et de ses soutiens.**

Passé le choc des images et des reportages sur la misère des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe au péril de leur vie, vient maintenant le temps de chiffrer le coût et les conséquences de la prise en charge de la politique d'accueil des migrants que les Etats européens ont toléré sans opposer de résistance. Près de 1'500'000 personnes sont venues illégalement en Europe depuis janvier 2015 et ceci avec la bénédiction des médias. Pourquoi cette immigration illégale est-elle tolérée ? Comment expliquer l'impuissance de l'UE à résoudre cette crise ? Les grands médias de notre continent n'ont pas remis en question cette politique.

Bien sûr, la presse relève les faits divers. Elle a informé que des terroristes de Paris et Bruxelles avaient pu s'infiltrer en Europe en profitant de la politique d'accueil généreuse. Bien sûr, elle a rapporté que des quartiers entiers de grandes villes européennes sont devenus des ghettos islamisés dans lesquels règnent la charia et la loi coranique. Mais y a-t-il eu un seul journaliste qui est allé à l'encontre des autorités socialistes qui ont permis entre 1992 et 2012 – par tolérance naïve – à ces ghettos de se constituer sans entrave et de devenir des zones de non droit en moins de dix ans ?

Plus près de nous, 20 Minutes a relevé hier qu'à Bâle-Campagne, des établissements scolaires permettent aux élèves musulmans de déroger au devoir de saluer leur enseignant en raison de leur foi. A Genève, Le Matin informait récemment que les horaires d'un établissement scolaire voisin de la mosquée étaient adaptés pour éviter d'heurter la sensibilité des fidèles. En France voisine des revendications islamiques sont de fait appliquées dans des établissements scolaires au mépris de la sacro-sainte laïcité de la République, selon Le Matin de ce jour.

La presse informe mais n'ose pas interroger les autorités politiques sur leur responsabilité dans la descente aux enfers que subit notre continent. Pas un journaliste pour remettre en question le droit du sol qui permet à un enfant né en France ou en Belgique d'obtenir la citoyenneté française ou belge, donc d'être un ressortissant UE et de pouvoir jouir de la libre circulation des personnes avec la Suisse notamment. Pas un journaliste ne critique la politique actuelle du Conseil fédéral qui s'est aligné sur les directives européennes sans se demander si cette dernière était soutenable financièrement et socialement. Près de 40'000 demandes d'asile ont été déposées en Suisse en 2015 alors que 23'000 avait été déposées en 2014 et 21'000 en 2013. Comment financer cette dérive politique ? Quelles sont les sacrifices et qui va en faire les frais ?

Pour répondre, le Conseil fédéral propose une réforme – celle qui sera soumise au vote des Suisses le 5 juin prochain – qui lui permet de réquisitionner des infrastructures communales

ou cantonales, voir privées, afin de loger les migrants. Aucune question critique de la part de la presse à ce sujet. Aucun journaliste ne demande non plus comment les autorités fédérales, cantonales et communales vont faire face à l'analphabétisme dans les écoles, à la sécurité et à l'hygiène de l'espace public, aux coûts sociaux que représente la prise en charge financière des réfugiés. Qui va payer ? Les contribuables via une augmentation d'impôts ? Ou alors va-t-on renoncer à des investissements ? Ou alors va-t-on diminuer des prestations ailleurs, comme par exemple dans l'agriculture ou la sécurité ? Ou alors va-t-on diminuer les rentes ou les indemnités ? Et si on commençait par abolir les subventions aux artistes et acteurs culturels prompts à nous moraliser en profitant de leur notoriété pour nous rappeler que la Suisse a le devoir de prendre encore plus de migrants et que ceux qui s'y opposent ne sont que de sales fascistes ?

Personne dans les grandes rédactions ne se demande même pourquoi et au nom de quoi tolérons-nous les migrants illégaux qui déferlent en Europe. Comment se fait-il que l'Arabie Saoudite refuse l'asile à des arabo-musulmans fuyant la Syrie sans que les pays européens s'en offusquent. A-t-on vu ou entendu un journaliste demander à François Hollande, Angela Merkel ou Simonetta Sommaruga leur avis à ce sujet ? Si un journal enquêtait, peut-être mettrait-il en lumière l'inféodation des démocraties occidentales - gardiennes des Droits de l'Homme - aux salafistes de La Mecque et Médine. Peut-être pourrait-on apprendre que les milliards d'euros de chiffres d'affaires réalisés en Europe par les Saoudiens permettent de financer l'Etat islamique.

Alors que la film *Spotlight* – qui relate les enquêtes journalistiques ayant permis de confondre les coupables d'un vaste réseau pédophile protégé par le clergé catholique à Boston – est diffusé en Suisse romande et que la presse suisse semble fière d'avoir contribué à la vaste enquête internationale sur le financement obscur de célébrités via des sociétés écrans installés à Panama, il faut l'encourager à user de son droit d'investiguer et d'enquêter sur l'action des responsables politiques; il faut que la presse critique les autorités et qu'elle réclame des comptes. Les journalistes ne doivent pas seulement se contenter des informations fournies mais ils doivent aller plus loin, ils doivent confronter les responsables aux conséquences de leurs décisions.

En démocratie, la presse joue un rôle central. Etre critique contre l'action de ceux qui ont le pouvoir politique est un devoir pour chaque journaliste.